

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

PAUL MEURIOT

Le développement de la population et la situation politique de l'empire allemand (suite et fin)

Journal de la société statistique de Paris, tome 46 (1905), p. 148-156

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1905__46__148_0

© Société de statistique de Paris, 1905, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

II

LE DÉVELOPPEMENT DE LA POPULATION ET LA SITUATION POLITIQUE DE L'EMPIRE ALLEMAND (*Suite et fin* ⁽¹⁾)

II (*Suite et fin*)

L'ensemble de ces circonscriptions de plus de 200 000 âmes forme un total de 12 483 000 habitants, soit 22 % de l'Empire, et elles renferment 2 921 000 électeurs, ou 24 % des électeurs allemands, et leur représentation législative n'est que de 10 % de celle de l'Empire. La proportion des électeurs au total de la population est de 23,54 % alors que nous avons vu que cette même proportion pour l'Empire était de 22,23 %, nouvelle preuve de la prédominance de la population adulte dans ces grandes circonscriptions, en forte partie urbaines.

En 1881, la population globale de ces mêmes circonscriptions était de 6 608 000 habitants ; leur proportion à la population totale de l'Empire n'était que de 14,4 % et elles renfermaient 15,28 % de l'ensemble des électeurs. Sur les 3 400 000 élec-

1. Voir numero d'avril du Journal, p. 127.

teurs gagnés par l'Empire depuis 1881, plus de 1 330 000 ou 39,1 % reviennent à l'ensemble de ces circonscriptions.

Sur le total de ces quarante *Wahlkreise*, vingt-trois appartiennent à l'Ouest, douze à l'Est et seulement cinq au Sud. Leur population représente respectivement 28,5, 22,7 et 10,4 % des trois régions de l'Empire. Cela seul suffit à montrer l'énorme disproportion de celles-ci dans la représentation parlementaire. Nous constaterons le même phénomène en examinant les districts formés par les villes de plus de 100 000 habitants, c'est-à-dire les populations plus particulièrement urbaines.

L'Empire allemand compte aujourd'hui trente-trois villes de cette catégorie et elles forment un total de quarante-deux circonscriptions électorales (Berlin compris). Leur population totale, de 5 250 000 habitants en 1871, représentait alors 12,83 % de celle de l'Empire ; aujourd'hui, avec 10 820 000, elle en représente 19,1 %. Leur population électorale a augmenté de 145 % depuis 1871, tandis que celle de l'Empire n'a augmenté que de 52,7 %. L'ensemble de leurs électeurs (2 520 000) représente aujourd'hui 20,10 % du total des électeurs. Or leur représentation au Parlement n'est que 10,6 % de cette assemblée : c'est dire comment — relativement — leur rôle a diminué. Sur l'ensemble de ces quarante-deux grandes circonscriptions urbaines, l'Ouest en possède vingt ; l'Est, dix-sept, et le Sud, cinq seulement.

Mais, parmi les agglomérations, il est nécessaire de dire un mot de Berlin. La capitale allemande est divisée en six *Wahlkreise* ; on pense aisément combien ces districts diffèrent par leur population. Sur les six circonscriptions, trois sont dites « de la ville intérieure », les première, troisième et cinquième. La première, celle du centre de Berlin (Alt-Berlin, Alt-Köln), a déchu, depuis 1881, comme les quartiers du centre : elle a moins d'électeurs aujourd'hui qu'il y a vingt ans ; elle ne renferme plus que 3,9 % de la population électorale de Berlin au lieu de 8,3 % en 1881. Sa proportion à la population totale diminue du même taux, de 8,3 à 4,4 %. De même la troisième circonscription a baissé aussi, mais d'une façon moins sensible ; la cinquième seule a augmenté, mais d'une manière peu considérable. En somme, les trois circonscriptions de Berlin intérieur ont globalement une population de 356 000 habitants ; elles en comptaient 336 000 en 1881 ; elles n'ont donc gagné que 20 000 unités tandis que les trois autres en ont gagné 630 000. Dans le premier groupe, le nombre des électeurs ne s'est accru que de 18 000 et il représente 17,8 % du total, au lieu de 30 % vingt ans auparavant. Dans le second groupe, au contraire, la population électorale a augmenté de 108 000 unités ; sa proportion au total s'est élevée de 70 à 82,2 %.

Parmi les trois circonscriptions de Berlin extérieur, celle qui a le plus gagné est celle du nord-nord-ouest, avec les quartiers d'Oranienbourg, Moabit, Wedding, etc. Elle a gagné plus de 400 000 habitants depuis 1881 et en compte aujourd'hui près de 700 000 (696 600 exactement). C'est plus que le tiers de Berlin (37,3 %). La population électorale, qui n'était que de 28 000 en 1874 et était dépassée alors par la quatrième circonscription, atteint le chiffre de 165 000 citoyens. Il n'y a pas, dans notre Europe constitutionnelle, d'exemple d'une semblable circonscription électorale. Ce *Wahlkreis* monstre a été pendant longtemps le district de Liebknecht. Le tableau suivant donne la répartition par district de la population et des électeurs de Berlin, à différentes époques.

Tableau des circonscriptions électorales de Berlin.

CIRCONSCRIPTIONS	NUMÉROS	POPULATION		ÉLECTEURS		PROPORTION POUR 100			
						DE LA POPULATION		DES ÉLECTEURS	
		en 1881	en 1903	en 1881	en 1903	en 1881	en 1903	en 1881	en 1903
Berlin intérieur. { Centre	1	93 300	81 600	18 300	17 500	8,2	4,3	8,3	4,0
{ Sud.	3	128 100	125 400	26 800	31 500	11,4	6,7	12,3	7,1
{ Nord	5	114 800	149 000	21 100	33 800	10,1	8,0	9,6	7,7
BERLIN INTÉRIEUR. . . .	»	336 200	356 000	66 200	82 900	29,7	19,0	30,2	18,8
Berlin extérieur. { Sud et Sud-Ouest. .	2	217 500	348 000	42 200	81 200	19,4	18,7	19,3	18,3
{ Est	4	280 100	464 600	51 800	115 800	25,3	21,6	25,2	26,5
{ Nord et Nord-Ouest.	6	285 500	696 600	55 400	164 900	25,6	37,7	25,3	36,4
BERLIN EXTÉRIEUR. . . .	»	783 100	1 509 200	152 400	361 900	70,3	81,0	69,8	81,2
TOTAUX ET MOYENNES (*).	»	1 119 300	1 865 200	218 600	444 800	100,0	100,0	100,0	100,0

(*) La population de Berlin était de 1 122 000 habitants en 1881 et de 1 888 000 en 1900. La faible différence entre ces chiffres et ceux du tableau provient de ce que quelques quartiers de Berlin votent avec la banlieue

De 1874 à 1903, la population électorale de Berlin s'est accrue de 358 000 unités ou de 223 %, tandis que, dans le même laps de temps, la population globale gagnait 130 %, différence qui tient à la prédominance de plus en plus marquée des adultes. Il y a trente ans, Berlin renfermait 2,01 % de la population et 4,65 % des électeurs de l'Empire ; aujourd'hui, cette proportion respective est de 3,30 et 3,56 %, et la représentation parlementaire de la capitale n'est toujours que 4,50 % de l'ensemble du Reichstag.

III

LA REPRÉSENTATION PARLEMENTAIRE ET LES PETITES CIRCONSCRIPTIONS. — Les districts électoraux de moins de 100 000 habitants ont nécessairement diminué de nombre avec le développement de la population ; il y en avait 157 il y a trente ans ; il y en a encore aujourd'hui 86, soit une baisse de 71 unités. En 1871, la répartition de ces districts était la suivante : 58 dans l'Ouest, 53 dans l'Est et 46 dans le Sud ; aujourd'hui, l'Ouest n'en a plus que 25 ; le Sud, que 18 ; l'Est en conserve encore 43. La diminution affecte surtout les deux premières régions, puisque, à elle seule, la région de l'Est possède la moitié des *Wahlkreise* de moins de 100 000 âmes. Il y a donc, de ce chef, un avantage relatif pour cette région.

Aujourd'hui, l'ensemble de ces circonscriptions compte une population de 7 330 000 habitants ; elle était de 7 180 000 en 1893 et de 6 800 000 en 1881. Elle n'a donc, en vingt années, augmenté que de 8,08 %, et sa proportion à la population totale de l'Empire a baissé de 14,8 à 13 %. Leur population électorale, qui est de 1 575 000 unités, n'a gagné que 16 % depuis 1881, alors que celle de l'Empire, dans l'ensemble, s'est accrue pour le total de 52,7 % et celle des grandes villes de 145 %, dans la même période. En ce moment, les petites circonscriptions ne renferment que 12,70 % de la population électorale de l'Empire et cependant leur proportion dans

la représentation parlementaire est de 21,70 %, alors que, comme nous l'avons vu, l'ensemble des grandes circonscriptions urbaines, qui forment 20,10 % du corps électoral, ne compte que pour 10,6 % dans le Parlement. Elles n'ont en effet que 42 mandats contre les 86 des petites circonscriptions, moins de moitié.

Remarquons que, dans l'ensemble de ces circonscriptions, le rapport des électeurs à la population n'est que de 21,7 %, tandis que, pour les cercles de plus de 200 000 âmes, cette proportion est, comme nous l'avons vu, de 23,54 %. L'émigration qui atteint surtout les circonscriptions rurales y diminue forcément le nombre des adultes et par conséquent des électeurs.

Nous avons dressé ci-dessous le tableau de la répartition des districts électoraux de moins de 100 000 habitants par région de l'Empire allemand. On voit que partout ces cercles ont une représentation parlementaire supérieure à leur force numérique ; ce phénomène est surtout sensible dans l'Est, où les petites circonscriptions possèdent, à elles seules, presque le tiers des sièges au Reichstag. Ils y constituent ainsi le plus solide appui du parti conservateur allemand, comme nous le constaterons plus bas.

Répartition, par région, des circonscriptions électorales de moins de 100 000 habitants dans l'Empire allemand.

Régions	Petites circonscriptions		Proportion pour 100	
	Nombre	Population	à la population totale	à la représentation parlementaire
Est.	43	3 708 000	18,78	30,26
Ouest.	25	2 102 000	9,00	17,70
Sud.	18	1 520 000	11,60	17,30
Totaux et moyennes . .	86	7 330 000	13,12	21,75

IV

LE DÉVELOPPEMENT DE LA POPULATION ET L'ÉTAT DES DIFFÉRENTS PARTIS POLITIQUES DE L'EMPIRE. — Le premier résultat du développement de la population, c'est que, vu la permanence des circonscriptions, il n'y a aucune relation entre l'état des partis dans le pays et leur représentation au Reichstag. Dans le nouveau Parlement allemand, on compte 78 conservateurs et membres du parti de l'Empire, 51 nationaux-libéraux, 28 progressistes, 101 du centre catholique et 81 socialistes. Or, une représentation proportionnée aux voix obtenues donnerait 125 sièges aux *Sozial-Demokraten*, 79 au centre, 55 aux nationaux-libéraux, autant aux conservateurs unis à la *Reichspartei* et 33 aux progressistes. Nous négligeons les autres partis de moindre importance. Les différents partis, à l'exception des socialistes, sont donc avantagés par la distribution actuelle des districts électoraux et cela s'explique, puisque les voix des *Sozial-Demokraten* leur viennent en général des grandes circonscriptions et que celles-ci, en augmentant leur population, ne voient pas augmenter leur représentation parlementaire. D'un mot, on peut faire saisir l'antithèse de la valeur politique des petites et des grandes circonscriptions. Dans

les 42 *Wahlkreise* qui renferment des villes de plus de 100 000 âmes, les *Sozial-Demokraten* ont 34 sièges : au contraire, dans les 86 circonscriptions de moins de 100 000 habitants, ils n'ont que 3 sièges.

Cette situation des divers partis apparaîtra plus clairement encore, en examinant de plus près leurs forces respectives.

Et d'abord, les conservateurs et le parti de l'Empire. Ces deux partis, dont le programme est sensiblement analogue, ont obtenu à peu près 1 300 000 suffrages, dont 950 000 pour les *Deutsch-Conservativen*. Ce n'est que 10 % des suffrages exprimés, mais ils n'en forment pas moins 19,60 % de l'ensemble du Reichstag. Ils ont perdu de leur importance numérique depuis 1871, mais surtout avant 1893 ; depuis, leur force est demeurée presque identique. Du reste, la baisse a plutôt affecté la *Reichspartei*, qui a en effet été délogée de nombreuses circonscriptions dans le Sud et l'Ouest. Car c'est surtout dans l'Est que ces deux partis de droite ont leur point d'appui. Sur un total de 78 mandats, ils en ont 64 dans la seule région de l'Est, qui leur donne près de 900 000 voix ou près de 70 % de leur chiffre global. Leur recrutement se fait surtout dans les pays exclusivement prussiens et protestants, les provinces de Prusse orientale et occidentale, de Poméranie, Brandebourg et Silésie (portion protestante) : rien que là, ils obtiennent 65 sièges. Avec le Mecklembourg-Schwerin, essentiellement protestant, on atteindrait le chiffre de 61 sièges, soit presque le total de la représentation de ce parti à l'Est. Dans l'Ouest et le Sud, les sièges obtenus par les conservateurs et la *Reichspartei* ont un caractère tout à fait isolé. Dans le Sud, ces partis, qui symbolisent l'hégémonie prussienne, n'ont pas de racines et n'ont qu'un nombre infime de représentants : il en est de même dans l'Ouest, sauf dans la province prussienne de Saxe. De part et d'autre, ils trouvent la concurrence des socialistes ou des catholiques.

Dans les grandes circonscriptions urbaines, les conservateurs et la *Reichspartei* n'ont pas un seul mandat et ils obtiennent dans l'ensemble seulement 161 000 voix ou 8,47 % des votes exprimés. A part quelques villes, Berlin, Charlottenbourg, Breslau et Essen, pour la *Reichspartei*, on peut dire que ces partis n'existent pas dans les grandes agglomérations. Au contraire, sur les 86 sièges qui reviennent aux petites circonscriptions, 26 appartiennent aux conservateurs et au parti de l'Empire. Rien que dans les circonscriptions de cette catégorie, ils ont le tiers de leurs mandats.

Les nationaux-libéraux ont été, comme on sait, le parti cher à M. de Bismarck et l'une des assises de l'Empire naissant. Le total de leurs suffrages est encore considérable, puisqu'il dépasse 1 300 000, mais l'influence du parti a baissé. Après avoir compté un nombre très élevé de représentants après 1871 (125 ou le quart du Reichstag) il subit ensuite une dépression ; il se relève lors des élections de 1887, avec la rentrée en scène de l'homme d'État qui fut son créateur, M. de Benningsen, mais depuis il a vu son action menacée surtout par les progrès des socialistes. Le parti national libéral se recrute surtout dans les pays protestants de l'Ouest et du Sud ; il n'est que peu représenté à l'Est, où le terrain appartient aux conservateurs. Dans l'Ouest, il recueille plus de la moitié des suffrages (717 000 ou 55,1 %) et de ses sièges (28 sur 51) ; dans le Sud, 32 % de ses voix et plus du tiers de ses mandats (18).

Dans l'ensemble des grandes villes, les nationaux-libéraux ont encore un chiffre de voix respectable, plus de 250 000 ou 13,1 % du total des votes, surtout à Ham-

bourg et à l'Ouest, où ils ont pour eux une grande partie des classes bourgeoises. Il y a trente ans, ils obtenaient 16 sièges dans les villes et encore 11 en 1887 ; aujourd'hui, ils n'en ont plus un seul, car les dernières élections leur ont enlevé les circonscriptions de Dortmund, Leipzig (ville) et Cassel, qui leur étaient demeurées fidèles jusqu'à ce jour.

Dans les petites circonscriptions, ils ont 9 sièges, ce qui est peu : leur recrutement se fait surtout dans les circonscriptions de population moyenne, où l'influence de la bourgeoisie est encore prépondérante.

Les progressistes, ou plutôt ceux qu'on appelait ainsi jadis, comprennent aujourd'hui les deux fractions de la *Freisinnige Vereinigung* et de la *Freisinnige Volkspartei*. Aucun parti n'a été plus atteint que celui-là par les défaites électorales. Dans les premières années de l'Empire et presque durant toute la période bismarckienne, les progressistes furent la grande opposition de gauche, le parti rouge d'alors, qui se recrutait surtout dans les villes. Il y a vingt ans, près de la moitié de la députation des grandes villes leur appartenait (1881), et ils comptaient alors parmi eux tous les représentants de Berlin. Mais, de 1893 à 1903, ils perdent près de 200 000 voix ; ils ne représentent plus que 8,30 % du corps électoral au lieu de 12,10 %, il y a seulement dix ans. Leur plus forte clientèle est dans l'Est, où ils comptent 58,2 % du total de leurs suffrages ; mais, dans l'Ouest et le Sud, ils succombent devant les socialistes et les catholiques. Parti bourgeois et protestant, quoique plus avancé que les nationaux-libéraux, ils ont à peu près le sort de ceux-ci. Leur clientèle des grands centres les a presque abandonnés ; ils y recueillent aujourd'hui moins de voix que les nationaux-libéraux, mais y conservent encore trois mandats, dont un à Berlin, celui de la première circonscription, la seule demeurée fidèle aux progressistes, qui y sont du reste soutenus par les conservateurs. Sur l'ensemble des districts électoraux de plus de 200 000 habitants, les progressistes n'ont plus que 2 sièges sur 40, l'un en Silésie, l'autre en Westphalie, celui du chef du parti, M. Richter qui, appuyé par les conservateurs et catholiques, se maintient à Hagen.

Comme les nationaux-libéraux, les progressistes se recrutent surtout dans les circonscriptions moyennes. Ils n'obtiennent que 8 sièges sur les 86 qui appartiennent aux *Wahlkreise* de moins de 100 000 habitants.

Le centre catholique constitue aujourd'hui, au point de vue numérique, le premier parti au Reichstag et le deuxième dans le pays. Le total de ses suffrages, qui est de 1 875 000, forme le cinquième (19,70 %) de l'ensemble des votes. De 1893 à 1898, sa situation électorale avait été stationnaire ; mais, de 1898 à 1903, il a gagné plus de 400 000 voix, ou 27,7 %. Avec ses 101 sièges, le centre est le parti prépondérant au Reichstag et ce qu'il y a de plus intéressant, c'est que, s'il ne fait pas de progrès considérables comme le parti socialiste, il est en tout cas d'une stabilité extraordinaire. Ainsi, depuis que, sous l'effet du *Kulturkampf*, le centre se constitue vraiment en parti catholique indépendant, c'est-à-dire depuis 1874, il a presque toujours compté de 90 à 100 représentants : ce chiffre est demeuré presque invariable. Cela tient à ce que l'état électoral du parti est presque adéquat à la situation religieuse. On compte dans l'Empire 145 circonscriptions de majorité catholique. Elles sont représentées par les 101 mandats du centre, auxquels on peut ajouter les 16 Polonais et 11 Alsaciens-Lorrains, soit 128 députés catholiques ; il ne reste donc qu'un petit nombre de districts représentés par des députés appartenant

à d'autres partis : 7 nationaux-libéraux, 4 socialistes, 3 du parti de l'Empire et 2 conservateurs, 2 de l'Union des paysans. Le pays électoral catholique est donc difficilement entamé par les autres partis. Un autre fait prouve cette stabilité, c'est que, des 100 circonscriptions qui appartiennent aujourd'hui au centre, 80 n'ont jamais cessé de lui appartenir depuis 1874 : jamais d'autres candidats n'ont réussi — même temporairement — à y triompher.

Naturellement, c'est surtout dans l'Ouest et le Sud, régions plus catholiques, que se recrute le parti du centre. Dans l'Ouest, il recueille près de la moitié de ses suffrages (48 %) ; mais il n'est pas le parti prépondérant. La prédominance appartient aux socialistes : le centre y obtient 22,6 % du total des suffrages. Dans le Sud, au contraire, le premier rang lui appartient et sa proportion dans le nombre total des voix est de 33,20 %. Sur l'ensemble des mandats obtenus par le centre, soit 101, il y en a 44 dans l'Ouest, dont 28 pour la Prusse rhénane, et 42 dans le Sud, dont 30 pour la Bavière.

Les petites circonscriptions sont favorables au centre, moins sans doute qu'aux conservateurs et à la *Reichspartei*, mais assurément plus qu'aux autres partis. Dans l'ensemble des 86 *Wahlkreise* de moins de 100 000 habitants, le centre, avec 23 sièges, compte presque le quart de son effectif. Comme les deux premiers partis, il bénéficie donc de l'avantage relatif que lui donnent les petites circonscriptions dans le pays électoral. Sur un ensemble de 145 districts de majorité catholique, 36, soit 24,8 %, appartiennent à la catégorie des petites circonscriptions. Cette proportion est de 20 % à peine pour les circonscriptions de majorité protestante. Au contraire, parmi les districts peuplés, ceux de majorité catholique sont en faible proportion, par exemple 9 seulement sur 40 de plus de 200 000 habitants. Sur les 42 circonscriptions appartenant aux villes de plus de 100 000 âmes, il n'y en a que 9 de majorité catholique, les deux circonscriptions de Munich et de Cologne, celles de Dusseldorf, Essen, Crefeld, Aix-la-Chapelle et Posen. Aussi, dans l'ensemble de ces grandes circonscriptions urbaines, le centre a-t-il moins de voix que les nationaux-libéraux ou les progressistes ; mais, en retour, sa situation, plus localisée, est plus solide et il garde à peu près ses positions en face des socialistes, et en tout cas mieux que les autres partis. Nous avons vu que dans les grandes villes l'ancien parti du *Cartel* (conservateurs, *Reichspartei*, nationaux-libéraux) n'a plus un seul siège et que les progressistes n'en gardent que 3. Au contraire, le centre en possède encore 6 et ce chiffre n'a jamais été supérieur à 8 ni inférieur à 5 : il est aujourd'hui ce qu'il était en 1871, et les 6 circonscriptions où triomphe le centre n'ont jamais cessé (sauf une exception pour Essen) de donner la majorité à ses candidats. Ce sont les grandes villes de la région rhénane : Cologne (ville et faubourgs), Essen, Crefeld, Dusseldorf et Aix-la-Chapelle.

Ainsi, le parti du centre nous offre l'exemple d'une stabilité singulière, et cela explique — mieux encore que toute cause subjective — l'importance de son rôle politique. Le parti d'opposition, la *Sozial-Demokratie*, se recrute presque exclusivement dans les circonscriptions de majorité protestante ; il s'ensuit que le centre bénéficie fatalement des pertes que subissent dans ces districts les anciens partis gouvernementaux ; il prend leur place dans la majorité parlementaire.

Et nous arrivons maintenant au parti le plus fort de l'Empire par le nombre, par

l'intensité de ses progrès, aux *Sozial-Demokraten*. Sauf en 1878 et 1881, où il subit une petite dépression, ce parti est en progrès constant depuis la fondation de l'Empire. Il y a trente ans, les débuts du parti sont modestes, 118 000 voix en tout et seulement 2 représentants, ceux de Glauchau et Zwickau, dans le royaume de Saxe; en 1887, il comptait déjà plus de 700 000 suffrages et obtient 11 mandats. Mais, de 1887 à 1880, il double le nombre de ses voix, dépasse 140 000 et possède 24 sièges au Reichstag. En 1893, le Parlement allemand compte 44 *Sozial-Demokraten* et ils ont obtenu dans l'Empire 1 780 000 suffrages, soit 23,2 % de l'ensemble des votes. Dès ce moment, ils deviennent le parti le plus nombreux de l'Empire et cette prédominance ne fait que s'affirmer depuis : en 1898, les socialistes ont 2 100 000 voix, et, en 1903, plus de 3 millions; ils représentent 31,70 % du corps électoral. Nous avons dit ailleurs comment leur représentation au Reichstag n'est pas adéquate à leur situation dans le pays; mais avec leurs 81 sièges, ils n'en constituent pas moins — après le centre — le parti le plus fort du Parlement. De 1898 à 1903, leur progrès a été de 43 %.

La force du parti varie naturellement avec les régions de l'Empire; c'est dans l'Ouest peuplé et industriel que les socialistes ont leur masse principale. Dans cette seule région, ils recrutent la moitié de leurs députés, 42 et 44 % de leurs suffrages, et sur les 42 sièges, 22 reviennent au seul royaume de Saxe, « le royaume rouge », comme on dit, où les *Sozial-Demokraten* ont conquis tous les mandats sauf un, celui de Bautzen. — Dans l'Est, les socialistes, grâce surtout à l'appoint de Hambourg et Berlin, ont aussi un chiffre de suffrages imposant (35 % de leur total) et un groupe de 26 représentants. — Mais, dans le Sud, ils ne comptent plus que 13 sièges et c'est la seule région où ils ne forment pas la majorité du corps électoral.

Ce n'est pas dans les petites circonscriptions que le parti socialiste triomphe; dans les 86 *Wahlkreise* de moins de 100 000 habitants, il ne compte que 5 mandats. Mais, en revanche, les grandes circonscriptions sont son domaine. Les 40 districts de plus de 200 000 habitants sont représentés par 29 socialistes. Dans l'ensemble des grandes circonscriptions urbaines (celles qui renferment les villes de plus de 100 000 habitants), les socialistes recueillent 1 073 000 voix ou 54 % des suffrages exprimés et plus du tiers du total de leurs voix dans l'Empire. Sur les 42 députés des grandes villes, 34 leur appartiennent aujourd'hui. Ils ont également conquis les grandes cités maritimes : Hambourg, Brême, Lubeck, Kiel, Altona, Stettin; les centres industriels de l'intérieur, Magdebourg, Leipzig, Hanovre, Breslau; les capitales impériale et royales : Berlin, Munich, Dresde, Stuttgart. A Berlin, ils tiennent 5 circonscriptions sur 6 et ils n'ont manqué que de peu de tenir celle qui jusqu'à ce jour leur a constamment résisté, la première, le Berlin officiel et central. Ils comptent, dans la capitale de l'Empire, un total de 218 000 suffrages, soit 66,8 % de l'ensemble des suffrages exprimés.

En résumé, les circonscriptions représentées par les socialistes renferment une population globale de 20 millions et demi d'habitants, soit 36,03 % de la population de l'Empire; par leur représentation (81 mandats) elles ne constituent que 20,40 % de l'ensemble du Reichstag. Et, plus la population de ces régions augmente, plus s'accroît la disproportion entre le pays électoral et sa représentation politique. Que cette antinomie continue et, avant un quart de siècle, certaines circonscriptions

pourront dépasser le million d'habitants sans compter plus d'un représentant ; on comprend comment les petites circonscriptions se trouvent avantagées par un tel système.

La conclusion qui s'impose ici est d'ailleurs au-dessus de toute considération de parti. En réalité, qu'il s'agisse de l'Allemagne, de l'Angleterre ou de la France, il n'y a pas corrélation entre l'état politique du pays et sa représentation parlementaire. Partout, le jeu bizarre des circonscriptions la rend plus ou moins fictive. Il n'y a qu'un seul remède à une situation aussi inique, c'est la représentation proportionnelle. Le jour où on aura réussi à la pratiquer, ce jour-là seulement le suffrage universel sera une vérité.

Paul MEURIOT.